

**MODELE DE RAPPORT D'ACTIVITE  
PORTANT SUR L'ANNEE 2013**

**RAPPORT D'ACTIVITE  
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DE L'ESSONNE**

*Rapport établi conformément à l'article L.331-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

Préambule. la commission de surendettement de l'Essonne est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 24 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

**Dépôts de dossiers et redépôts**

La progression des dépôts de dossiers est proche de 2% d'une année sur l'autre. La proportion des redépôts est en hausse, à 35,55% contre 33,69% en 2012.

La structure de l'endettement est typologiquement comparable à celle de la région (Cf. Annexe 2).

**Recevabilité et orientation**

Les examens de recevabilité sont en baisse de 5,20%, avec une proportion de dossiers irrecevables en progression de 13,42%. Le ralentissement des dépôts de dossiers à la fin de l'année 2012 et au premier trimestre 2013 a contribué à la baisse des dossiers traités en 2013. Les procédures de rétablissement personnel s'inscrivent en hausse de 20,03% d'une année sur l'autre et représentent 27,21% des dossiers traités.

**Solutions amiables, imposées ou recommandées en application des articles L.331-7-1 et L.331-7-2 du Code de la consommation**

Il y a une nette diminution des dossiers conclus en phase amiable (de 21,72%) et une forte diminution des mesures imposées et recommandées (-19,86%) en raison d'une faible dynamique des dépôts sur la fin de l'année 2012 et le début de 2013 qui s'est traduite par un nombre de sorties moindres.

**Mesures pérennes et mesures provisoires**

Le maintien à un bas niveau des redépôts s'explique en partie par l'orientation de davantage de dossiers en PRP et une limitation des plans d'attente élaborés. Les critères en matière d'élaboration de moratoires sont restés stricts, l'orientation en PRP est facilitée par la précarité des situations individuelles.

<sup>1</sup> « Chaque commission de surendettement des particuliers établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

**Relations de la commission et de son secrétariat  
avec les autres acteurs de la procédure et avec des organismes tiers.**

**Relations avec les tribunaux :**

La commission et/ou son secrétariat ont participé à 2 réunions de concertation avec les juges et/ou les membres des greffes.

**Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion :**

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés. La commission et son secrétariat ont ainsi contribué aux travaux préparatoires de 2 réunions de la CCAPEX.

**Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :**

Une rencontre avec les instances départementales de l'Uncass a été réalisée le 5 février 2014. En conséquence, des actions de formation et d'information seront engagées en 2014. Par ailleurs, le secrétariat a assuré 3 sessions d'information ou de formation, ayant rassemblé 30 travailleurs sociaux.

**Relations avec les associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière :**

**Autres actions de concertation, d'information ou de formation effectuées :**

## Principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la procédure

### Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure :

- Il a été constaté qu'un nombre important de dossiers pour lesquels la commission avait estimé le dossier irrecevable ont été retournés par les tribunaux pour traitement à la commission, en particulier les dossiers irrecevables pour absence de bonne foi. De même, en fin d'année 2013 des dossiers dont la situation avait été jugée comme irrémédiablement compromise ont été renvoyés à la commission par quelques tribunaux, ceux-ci ayant une appréciation plus restrictive du caractère irrémédiablement compromis d'une situation. Une concertation avec les magistrats sera recherchée en 2014 sur ces sujets.

### Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées :

- De nombreux dossiers sont fort incomplets malgré l'action des assistantes sociales.
- Les effets protecteurs relatifs à la recevabilité cessent un an après cette date de recevabilité. Ce cas de figure n'est pas rare, selon le nombre d'étapes qui ont été nécessaires au traitement du dossier. Cependant, la loi du 26 juillet 2013 va contribuer à porter à deux ans cette protection.
- Des problèmes subsistent auprès des CAF pour rétablir l'APL suite à la recevabilité, de plus le bail peut avoir été résilié.
- Des dossiers présentent la caractéristique de ne plus autoriser de plan à échéance en raison de l'utilisation de la durée des huit ans dans le cadre de dépôts successifs : lorsque ces cas apparaissent, l'orientation en PRP est recommandée.

### Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure :

- Les échecs se sont accrus, en raison de la réduction à 8 ans de la durée maximale des plans et du refus de maints créanciers d'accepter des effacements partiels de dettes.
- Des problèmes importants de réponse subsistent auprès de certains banquiers, de même qu'auprès des opérateurs de téléphonie et des sociétés d'assurance
- Les recours et les contestations sont de plus en plus nombreux, notamment de la part de bailleurs sociaux et de syndics de copropriété
- Des créanciers déclarent leurs créances à des dates postérieures à l'arrêté du passif et au jour de leur déclaration
- Les débiteurs ayant des dettes de loyer s'exposent souvent à des mesures d'expulsion par leurs bailleurs en cas d'orientation en PRP. Les bailleurs sociaux et les bailleurs privés sont particulièrement pointilleux en la matière.
- L'organisme public attribuant le FSL se montre restrictif dès qu'il a connaissance que le dossier est orienté en PRP.

### Autres difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la procédure :

- Les plans de rétablissement personnel successifs ne sont plus si rares : il est constaté que des débiteurs ayant déjà bénéficié d'une procédure de rétablissement personnel redéposent un dossier. Ces cas demeurent toutefois marginaux pour l'heure, la loi du 26 juillet 2013 prévoit que le juge puisse décider de la mise en place d'un dispositif social pour le débiteur dans ce cas de figure.

12 février 2014

Signature(s)



**Annexe n°1 du rapport d'activité**  
**Données d'activité**

|   | année N | année N-1 | Variation N/N-1 en % |
|---|---------|-----------|----------------------|
| <b>Dossiers déposés (en nombre)</b>   | 3386    | 3320      | 1,99%                |
| <b>Dont proportion de redépôts (en%)</b>  | 35,55%  | 33,18%    | 7,16%                |
| <b>Dossiers soumis pour examen de recevabilité (en nombre)</b>                                      | 2937    | 3098      | -5,20%               |
| - Dossiers recevables (1)   | 2693    | 2847      | -5,41%               |
| - Dossiers irrecevables (A)   | 355     | 313       | 13,42%               |
| <b>Décisions d'orientation des Commissions (en nombre)</b>  | 2765    | 2944      | -6,08%               |
| - vers une procédure de rétablissement personnel avec ou sans liquidation judiciaire (LJ)           | 985     | 796       | 23,74%               |
| - vers une procédure amiable  | 1780    | 2148      | -17,13%              |
| <b>Mesures de rétablissement personnel (en nombre) (B)</b>  | 905     | 754       | 20,03%               |
| - Recommandations d'effacement de dettes (PRP sans LJ)  | 896     | 743       | 20,59%               |
| - Accords débiteurs sur les demandes d'ouverture d'une PRP avec LJ                                  | 9       | 11        | -18,18%              |
| <b>Phase amiable (en nombre)</b>  | 1716    | 2192      | -21,72%              |
| - Plans conventionnels conclus (C)  | 894     | 1275      | -29,88%              |
| - Constats de non accord entérinés  | 822     | 917       | -10,36%              |
| <b>Demandes de mise en œuvre de la phase des mesures imposées et recommandées (MIR) (en nombre)</b> | 701     | 791       | -11,38%              |
| <b>Mesures imposées et recommandées élaborées par les Commissions (en nombre) (D)</b>               | 682     | 851       | -19,86%              |
| - Mesures imposées élaborées  | 320     | 450       | -28,89%              |
| dont mesures de suspension d'exigibilité  | 128     | 190       | -32,63%              |
| Mesures recommandées élaborées  | 362     | 401       | -9,73%               |
| <b>Dossiers clôturés toutes phases (en nombre) (E)</b>  | 521     | 638       | -18,34%              |
| <b>Autres Sorties (F)</b>   | 10      | 22        | -54,55%              |
| <b>Dossiers traités par les Commissions (en nombre) (A+B+C+D+E+F)</b>                               | 3367    | 3853      | -12,61%              |
| <b>Renvoi des dossiers par les juges aux Commissions (en nombre)</b>                                | 20      | 31        | -35,48%              |
| <b>Recommandations homologuées par les juges (en nombre)</b>  | 1141    | 1073      | 6,34%                |

### Structure de décision de la commission

|   | <b>Données commission</b> | <b>Données région</b> | <b>Données nationales</b> |
|---|---------------------------|-----------------------|---------------------------|
| <b>Part des dossiers clôturés avant orientation ou déclarés irrecevables (en% des dossiers traités)</b>   | 19,75%                    | 16,93%                | 11,98%                    |
| <b>Part des dossiers orientés en PRP avec liquidation judiciaire ou ayant fait l'objet d'une recommandation de RP sans liquidation judiciaire (en % des dossiers traités)</b> | 27,21%                    | 25,04%                | 28,40%                    |
| <b>Part des plans conventionnels (en % des dossiers traités)</b>  | 26,55%                    | 24,54%                | 27,50%                    |
| <b>Part des mesures imposées ou recommandées (en% des dossiers traités)</b>   | 20,26%                    | 25,82%                | 24,35%                    |
| <b>Divers dont clôtures après orientation ou dossiers déclarés irrecevables par le juge (en% des dossiers traités)</b>  | 6,24%                     | 7,67%                 | 7,77%                     |
| <b>Données complémentaires sur les décisions de recevabilité et d'orientation</b>   |                           |                       |                           |
| <b>Proportion de dossiers examinés pour recevabilité et déclarés irrecevables(en%)</b>  | 12,09%                    | 11,22%                | 7,71%                     |

**Annexe 2 du rapport d'activité**  
**Typologie de l'endettement**

Année 2013 – données de la commission de l'Essonne

|   | Encours des dettes (en milliers d'€) | Nombre total de dossiers | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global (en%) | Endettement moyen (en €) | Dossiers concernés (en %) | Nombre moyen de dettes (en unité) |
|---|--------------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| <b>Dettes financières</b>                                       | 96 748,25                            | 2599                     | 15347            | 82,81%                               | 37 225,18                | 96,76%                    | 5,90                              |
| <i>Dont Dettes immobilières</i>                                 | 26 641,47                            | 226                      | 369              | 22,80%                               | 117 882,61               | 8,41%                     | 1,63                              |
| <i>Dont Dettes à la consommation</i>                            | 68 106,70                            | 2526                     | 13100            | 58,30%                               | 26 962,27                | 94,04%                    | 5,19                              |
| <i>Dont Dettes financières diverses (dont soldes débiteurs)</i> | 2 000,09                             | 1487                     | 1878             | 1,71%                                | 1 345,05                 | 55,36%                    | 1,26                              |
| <b>Dettes de charges courantes</b>                              | 14 531,16                            | 2173                     | 7501             | 12,44%                               | 6 687,14                 | 80,90%                    | 3,45                              |
| <b>Autres dettes</b>  | 5 547,48                             | 1270                     | 2591             | 4,75%                                | 4 368,10                 | 47,28%                    | 2,04                              |
| <b>Endettement global</b>                                       | 116 826,90                           | 2686                     | 25439            | 100,00%                              | 43 494,75                | 100,00%                   | 9,47                              |

Année 2013 – données de la région

|   | Encours des dettes (en milliers d'€) | Nombre total de dossiers | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global (en%) | Endettement moyen (en €) | Dossiers concernés (en %) | Nombre moyen de dettes (en unité) |
|---|--------------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| <b>Dettes financières</b>                           | 838 760,07                           | 24670                    | 137696           | 80,01%                               | 33 999,19                | 95,16%                    | 5,58                              |
| Dettes immobilières                                 | 221 381,71                           | 1796                     | 3052             | 21,12%                               | 123 263,76               | 6,93%                     | 1,70                              |
| Dettes à la consommation                            | 596 083,03                           | 23744                    | 116977           | 56,86%                               | 25 104,57                | 91,59%                    | 4,93                              |
| Dettes financières diverses (dont soldes débiteurs) | 21 295,33                            | 13819                    | 17667            | 2,03%                                | 1 541,02                 | 53,30%                    | 1,28                              |
| <b>Dettes de charges courantes</b>                  | 138 254,81                           | 20703                    | 67692            | 13,19%                               | 6 678,01                 | 79,86%                    | 3,27                              |
| <b>Autres dettes</b>                                | 71 261,52                            | 12219                    | 24996            | 6,80%                                | 5 832,03                 | 47,13%                    | 2,05                              |
| <b>Endettement global</b>                           | 1 048 276,39                         | 25925                    | 230384           | 100,00%                              | 40 434,96                | 100,00%                   | 8,89                              |